

Service du Développement Economique
et des Investissements

3ème Section
Protection de la Nature
et Environnement

RECEPISSE DE DECLARATION D'UN ETABLISSEMENT DANGEREUX, INSALUBRE

OU INCOMMODE DE 3ème CLASSE

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée par celles des 20 avril 1932, 21 novembre 1942 et 2 août 1961 ;
- VU les décrets des 3 août 1932, 28 juin 1943, 13 août 1952, 20 mai 1953, 15 avril 1958, 17 octobre 1960 et 1er avril 1964 ;
- VU la nomenclature des établissements classés annexée au décret du 20 mai 1953 complétée et modifiée par les décrets des 15 avril 1958, 17 octobre 1960, 19 août 1964, 24 août 1965, 15 septembre 1966, 24 octobre 1967, 16 octobre 1970 et 27 mars 1973 et 15 mai 1974 ;
- VU la déclaration en date du 26 septembre 1974 par laquelle la Société E.S.A.C. fait
connaître son intention d'installer sur le territoire de la commune de CORBENAY
un dépôt de gaz combustible liquéfié dont la pression effective de vapeur n'excède pas 15 bars à 15° C, conservé en récipients métalliques sous une pression effective supérieure à 1 bar, sans opération de transvasement, la quantité emmagasinée étant de : 1 850 kg de tétrène ;
- VU le rapport de M. l'Ingénieur des Mines en date du 7 janvier 1975 ;
- CONSIDERANT que ce dépôt est rangé dans la 3ème classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes par référence à la rubrique 211 B II b de la nomenclature ;

DELIVRE RECEPISSE à :

• la Société E.S.A.C.

de la déclaration du 26 septembre 1974

.../...

L'intéressé devra se conformer aux prescriptions indiquées dans la notice annexée afférente à la rubrique susmentionnée.

L'Administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement toutes mesures qu'elle jugera nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques.

Le dépôt dont il s'agit sera soumis à la surveillance du Service Départemental d'Inspection des Etablissements Classés organisé conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi du 19 décembre 1917 modifiée par l'article 28 du décret du 1er avril 1964.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Le dépôt dont il s'agit devra être situé à plus de 5 m du dépôt d'acétylène existant, en application des dispositions prévues au paragraphe 5 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 1 549 du 16 juin 1972.

FAIT à VESOUL, le 13 JANV. 1975

LE PREFET,

Pour le PRÉFET et par délégation
L'ATTACHÉ, CHEF de la SECTION,



J. LAURENS-BERGE

Destinataires :

- Société E.S.A.C.
- Monsieur le Maire de CORBENAY
- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Cité Administrative Dampierre,
Rue Chancelier de l'Hospital à DIJON,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement à VESOUL.